



Le coup d'État militaire en Thaïlande et les États-Unis

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 02 juin 2014

[WSWS.org](#)

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

La réaction des États-Unis au coup d'État militaire de la semaine dernière en Thaïlande est totalement cynique. Le secrétaire d'État John Kerry a déclaré qu'il était «déçu par la décision de l'armée thaïlandaise d'avoir suspendu la constitution et pris le contrôle du gouvernement», a exhorté «un retour à la démocratie» et a prévenu que les plans d'aide militaire et autres seraient revus.

La «déception» de Kerry n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation à l'égard des droits démocratiques du peuple thaïlandais. La préoccupation primordiale de l'administration Obama depuis les sept mois de soulèvement politique à Bangkok a plutôt été de préserver ses relations étroites de longue date avec l'armée thaïlandaise dans le cadre plus large de son «pivot» vers l'Asie et l'augmentation de sa capacité militaire contre la Chine dans la région.

La prise du pouvoir par l'armée le 22 mai est le point culminant d'un coup d'État qui a été préparé par les élites traditionnelles thaïlandaises concentrées autour de la monarchie et hostiles au gouvernement Pheu Thai et son principal bailleur de fonds, l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra. Les manifestations antigouvernementales ayant éclaté en novembre et qui exigeaient la démission de la première ministre Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin, ont été accompagnées de décisions partisans de la cour qui ont resserré l'étau sur le gouvernement.

L'administration Obama ne s'est pas opposée en mars lorsque la Cour constitutionnelle a invalidé les résultats des élections du 2 février, qui avaient été perturbées par des manifestations antigouvernementales et un boycottage par l'opposition, le Parti démocrate. La décision de la cour a laissé le gouvernement dans un vide juridique, avec des pouvoirs limités. Washington n'a pas non plus critiqué la décision de la Cour constitutionnelle, le 7 mai, d'évincer Yingluck et neuf ministres sur la base de fausses accusations, dans ce qui représentait un coup judiciaire. Le 20 mai, le département d'État américain a donné son appui à l'imposition de la loi martiale par l'armée et a accepté les propos du chef de l'armée thaïlandaise, le général Prayuth Chan-ocha, selon lesquels «il ne s'agissait pas d'un coup d'État».

Kerry n'a exprimé sa déception que deux jours plus tard, lorsque Prayuth a démis le gouvernement intérimaire, a détenu des dirigeants politiques, a imposé une censure totale, a interdit les rassemblements publics et s'est arrogé le pouvoir de premier ministre. Il n'était plus possible pour les États-Unis de prétendre que le coup militaire n'avait pas eu lieu, plaçant l'administration Obama dans une position où elle était légalement obligée

d'agir. D'après la Loi sur l'aide à l'étranger, la Maison-Blanche se doit de couper l'aide aux pays où un «chef de gouvernement dûment élu est destitué par un coup d'État militaire».

Depuis, les États-Unis ont annoncé une suspension symbolique de 3,5 millions de dollars en aide militaire à la Thaïlande, la fin d'un exercice naval conjoint en cours la semaine dernière, ainsi que l'annulation d'un programme d'entraînement policier puis de deux tables rondes de haut niveau. Il n'y a aucun doute, cependant, que l'étroite collaboration entre l'armée et le Pentagone va se poursuivre sans relâche dans les coulisses et que leurs relations vont être entièrement rétablies dès que possible.

Tout cela a été élaboré bien en avance par l'administration Obama et les commandants thaïlandais. Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, Daniel Russel, était à Bangkok le mois dernier afin de rencontrer «de nombreux dirigeants et actionnaires». Il a publiquement lancé un appel au compromis entre le gouvernement et ses adversaires royalistes qui revendiquaient un «comité populaire» non élu pour diriger le pays. Dans les coulisses, toutefois, les responsables américains ont sans aucun doute été informés par les dirigeants militaires.

Le coup d'État de la semaine dernière suit la même tendance que le renversement de Thaksin par l'armée en 2006. Des dépêches de Wikileaks ont subséquemment révélé que l'ambassadeur américain Ralph Boyce avait été informé de la prise du pouvoir par l'armée plusieurs semaines à l'avance et qu'il lui avait donné son approbation. Chaque partie comprenait qu'il y aurait des coupures symboliques dans l'aide de la part des États-Unis. Toutefois, le financement pour les organismes d'application de la loi, la lutte contre le terrorisme et les programmes de non-prolifération a été maintenu. La Thaïlande a gardé son traitement préférentiel en tant qu'important allié non membre de l'OTAN et les exercices militaires conjoints Cobra Gold, parmi les plus importants au monde, ont eu lieu comme prévu sous la junte en 2007. L'administration Obama a sans doute donné le feu vert au coup d'État militaire comme l'administration Bush l'avait fait en 2006.

Les actions de l'armée ne sont pas dirigées principalement contre la faction pro-Thaksin de la classe dirigeante, mais contre la classe ouvrière et les pauvres des zones rurales. La crainte au sein des cercles dirigeants, ainsi qu'à Washington, est que les luttes de factions prolongées puissent ouvrir la voie à un mouvement de travailleurs et de paysans dans des conditions où il y a décroissance économique, une hausse des tensions sociales et des demandes d'austérité par la grande entreprise.

Tandis que les États-Unis soutiennent de manière implicite le coup d'État, ils cherchent aussi à minimiser l'impact sur les relations avec l'armée. La Thaïlande est un ancien allié militaire et a envoyé des troupes pour combattre lors des guerres néocoloniales américaines en Corée, au Vietnam, en Afghanistan et en Irak. Durant la guerre du Vietnam, 50.000 soldats américains étaient basés en Thaïlande et des opérations de bombardement américaines étaient lancées à partir des bases aériennes thaïlandaises.

L'importance de la Thaïlande pour les plans de guerre du Pentagone a été soulignée dans une dépêche de WikiLeaks venant de l'ambassadeur américain Eric John, qui notait que «notre armée accède discrètement à la base aérienne [Utapao] plus de 1000 fois par année pour des vols en soutien aux opérations américaines, y compris des missions en Afghanistan et en Irak». Il notait aussi que l'armée américaine utilisait la même base aérienne « pour des vols sur des cibles présentant un intérêt pour la collecte de renseignements, et nous avons reçu la permission pour ces opérations, sans avoir à justifier leur objectif. Il est

difficile d'imaginer une autre nation asiatique permettant aussi aisément de telles opérations. Bien que nous évitions de rendre publique notre utilisation d'Utapao afin d'éviter de provoquer la Thaïlande, Utapao et d'autres aérodromes et ports maritimes demeurent vitaux pour nos objectifs de déploiement en Asie du Sud-Est.»

L'appui implicite de Washington au coup d'État militaire de la semaine dernière en Thaïlande est un avertissement à la classe ouvrière à travers l'Asie et internationalement. Loin d'être le champion de la démocratie, l'impérialisme américain s'appuie de plus en plus sur des régimes de droite, comme le gouvernement japonais de Shinzo Abe et celui de la présidente sud-coréenne Park Geun-hye, la fille de l'ancien dictateur soutenu par les États-Unis, Park Chun-hee. L'appui de la junte thaïlandaise par l'impérialisme est le dernier exemple s'inscrivant dans la tentative de réaffirmer l'hégémonie américaine à travers son «pivot vers l'Asie» et dans ses préparatifs pour une guerre contre la Chine.

La lutte politique pour la défense des droits démocratiques et contre l'austérité est nécessairement liée à la lutte contre la campagne de guerre des États-Unis. Les travailleurs en Thaïlande peuvent uniquement défendre leurs intérêts de classe et leurs droits fondamentaux en s'orientant vers les travailleurs de toute la région.

Peter Symonds

Article original, [WSWS](#), paru le 26 mai 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Peter Symonds](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca